



Chaire Modélisation prospective
au service du développement durable

L'énergie et l'évolution de nos modes de vie

Les apports d'une démarche prospective

Mercredi 14 décembre 2016

MINES ParisTech, 60 boulevard Saint Michel, Paris

Louis-Gaëtan Giraudet, CIRED

Amélioration et rénovation de l'habitat : entre mobilisation des financements et enjeux redistributifs

Le secteur du logement est soumis à des objectifs de réduction de consommation d'énergie ambitieux. Une multitude de politiques publiques sont mises en œuvre pour atteindre ces objectifs : réglementations thermiques, crédit d'impôt pour la transition énergétique, éco-prêt à taux zéro, etc. Quelle est l'efficacité économique de ces politiques publiques et leur incidence sur les revenus des ménages ? Répondre à ces questions suppose d'intégrer une connaissance fine des caractéristiques physiques du parc de logements et des caractéristiques sociaux-économiques des ménages. Le modèle Res-IRF, développé au CIRED depuis 2009, vise précisément à construire ces liens. Le modèle représente une variété de barrières à l'efficacité énergétique, comme l'effet rebond, les aménités non-énergétiques associées à la rénovation et l'information imparfaite des ménages sur les opportunités de travaux. Ces développements ont permis de mettre en évidence l'intérêt de la taxe carbone pour mobiliser l'ensemble des leviers de réduction de la consommation d'énergie, notamment la sobriété énergétique. L'évaluation demeure cependant incomplète sans estimation de l'incidence d'un tel instrument sur les niveaux de revenu des ménages. C'est pourquoi les développements actuels de Res-IRF se concentrent sur la prise en compte de l'hétérogénéité des décideurs. D'une part, les ménages sont dissociés par classes de revenu. Les données utilisées, issues de l'enquête nationale Phébus, mettent en évidence une corrélation assez nette entre la qualité énergétique de l'habitat et les revenus des propriétaires, soulignant ainsi la nécessité de cibler les aides publiques en faveur des investisseurs les plus contraints. D'autre part, les ménages sont dissociés par statut d'occupation. Ce niveau de détail permet de quantifier les problèmes de coordination des incitations entre propriétaires et locataires, ainsi que l'impact de la valeur verte sur la dynamique de rénovation. Au terme de la démarche, il est important d'évaluer la sensibilité du modèle à l'ensemble de ses paramètres afin d'en identifier les plus influents.

***Journée GRTgaz - Chaire Modélisation prospective au service du développement durable
14 décembre 2016 – MINES ParisTech, Paris***